

AMO

ANNEXE 7 AU FORMULAIRE DE DEMANDE AU CAS PAR CAS - REQUALIFICATION DU SITE PHILIPS A MIRIBEL - SENSIBILITE ENVIRONNEMENTALE

ANNEXE 7
10/06/2020



ANNEXE AU FORMULAIRE DE DEMANDE AU CAS PAR CAS



setec
énergie environnement

REVISIONS

Version	Date	Description	Auteurs	Relecteur
1.1	10/06/2020	Première révision	Louis HAMELIN	Caroline CABLÉ

COORDONNEES

Siège social	Responsable d'affaire
setec énergie environnement Immeuble Central Seine 42 - 52 quai de la Rapée - CS 71230 75583 PARIS CEDEX 12 FRANCE Tél +33 1 82 51 55 55 Fax +33 1 82 51 55 56 environnement@setec.fr www.setec.fr	Karen DIARD Directrice Activité Valorisation des Déchets et Environnement urbain Immeuble le Crystallin 191 – 193 Cours Lafayette - CS 20087 69458 LYON cedex 06 FRANCE Tél +33 1 82 51 55 55 Fax +33 1 82 51 55 56 environnement@setec.fr www.setec.fr

Table des matières

1. Contexte	4
2. Cartographies	5
2.1 ZNIEFF	5
2.1.1 ZNIEFF de type 1	5
2.1.2 ZNIEFF de type 2	6
2.2 Risques Naturels	6
2.2.1 PPRN	6
2.3 Site BASOL	9
2.4 NATURA 2000	10

Table des illustrations

Figures

Figure 1 : Emplacement du site vis-à-vis de la ZNIEFF de type I « Bassin de Miribel-Jonage »	5
Figure 2 : Emplacement du site vis-à-vis de la ZNIEFF de type II « Ensemble formé par le Rhône, ses lones et ses brotteaux à l'amont de Lyon »	6
Figure 3 : Localisation du projet sur fond de plan du PPRN	7
Figure 4 : Emplacement du site vis-à-vis du site BASOL « PHILIPS »	9
Figure 5 : Emplacement du site vis-à-vis de la zone NATURA 2000 « Pelouses, milieux alluviaux et aquatiques de l'île de Miribel-Jonage »	10

1. CONTEXTE

Le présent document est destiné à être consulté en complément du formulaire de demande de cas pour la requalification du site Philips à Miribel auquel il est joint.

En aucun cas il n'est destiné à être autoportant et ne peut être destiné à une autre lecture que dans le cas présenté.

Dans le cadre du dépôt de la demande d'étude au cas par cas du projet porté par la Communauté de Communes de Miribel Plateau, ce document annexe permet de compléter les réponses apportées sur le formulaire au sein de la **section 5 « Sensibilité environnementale de la zone d'implantation du projet »**.

Au sein de cette section est demandée la situation du projet vis-à-vis de zones à sensibilité environnementale avérée.

Les chapitres au sein du présent document présentent la situation du projet par vision cartographique issues des sites internet CARMEN et GEOPORTAIL. Ces cartographies représentent la situation du projet vis-à-vis de ces sites lorsque la réponse apportée au sein du formulaire de demande au cas par cas est « Oui » et lorsque ceci est nécessaire.

Les précisions textuelles apportées au sein du formulaire CERFA de demande d'étude au cas par cas sont précisées au sein de ce document si nécessaire.

2. CARTOGRAPHIES

2.1 ZNIEFF

2.1.1 ZNIEFF de type 1



Figure 1 : Emplacement du site vis-à-vis de la ZNIEFF de type I « Bassin de Miribel-Jonage »

2.1.2 ZNIEFF de type 2



Figure 2 : Emplacement du site vis-à-vis de la ZNIEFF de type II « Ensemble formé par le Rhône, ses lones et ses brotteaux à l'amont de Lyon »

2.2 RISQUES NATURELS

2.2.1 PPRN

Comme présenté au sein du formulaire de demande d'étude au cas par cas, le site du projet est compris au sein d'une commune comportant un PPRN Inondation et mouvement de terrain.

Les documents de réglementation du PPRN actuellement en vigueur sur la commune de Miribel sont joints à la présente demande en annexe 7b, 7c et 7d.

La figure suivante présente la situation du site vis-à-vis du zonage du PPRN et la légende associée :

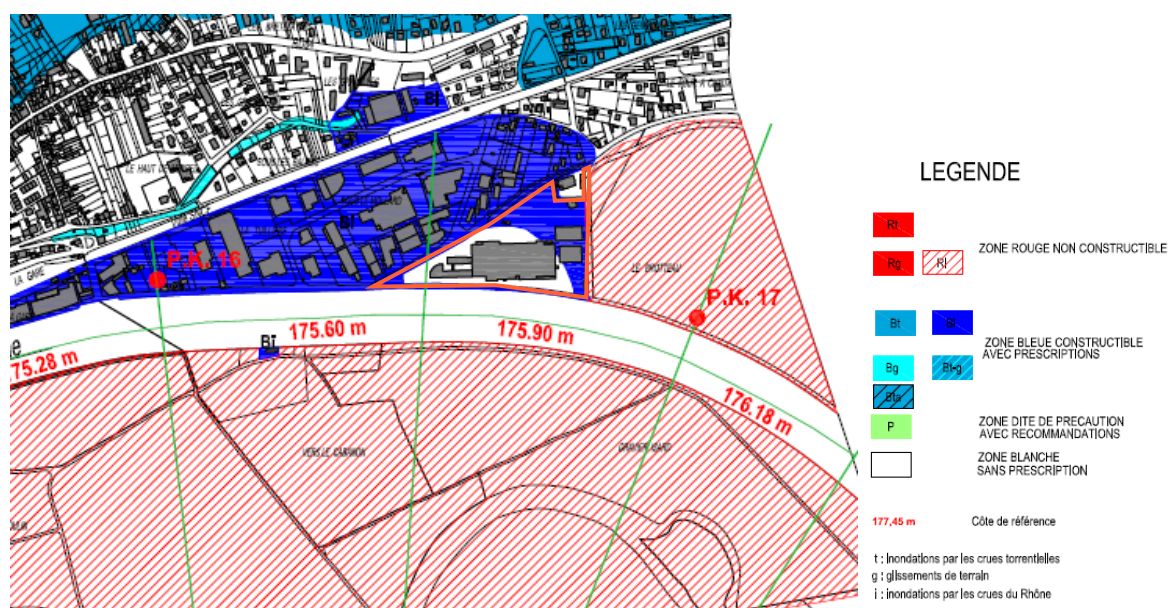


Figure 3 : Localisation du projet sur fond de plan du PPRN

Le site se trouve ainsi, en grande partie, en zone « BI » constructible avec prescriptions.

Le règlement lié à ce type de zone est le suivant :

- Sont interdits (article 2.1.1) :
 - Les remblaiements généraux,
 - Tous travaux de terrassement, d'excavation ou de dessouchage ayant pour effet d'affouiller les berges naturelles, de mettre en danger la stabilité des talus de rive ou de faire obstacle au libre écoulement de eaux,
 - La création de sous-sols au-dessous de la côte de référence,
 - Les changements de destination des locaux existant sous la cote de référence conduisant à augmenter la vulnérabilité des biens et/ou des personnes,
 - Le stationnement temporaire ou permanent de tous véhicules, engins, caravanes, mobil-homes sur des parkings, garages ou terrains de camping publics ou privés, dès que les eaux de crues débordent des berges du Rhône.
- Sont admis (article 2.1.2) en zone bleue Bi, à condition de ne pas aggraver les risques et de ne pas en provoquer de nouveaux, et sous réserve du respect des dispositions de l'article 2.1.3, les ouvrages qui ne sont pas interdits à l'article 2.1.1, et notamment :
 - Les installations, aménagements et activités autorisées en zone rouge (Ri) et ce dans les mêmes conditions,
 - L'exercice des activités autorisées avant la date d'approbation du Plan de Prévention des Risques,
 - L'aménagement des constructions et ouvrages existants avant la date d'approbation du PPRI ainsi que l'implantation de nouveaux ouvrages, constructions et activités respectant les prescriptions mentionnées à l'article 2.1.3.
- Dispositions particulières (article 2.1.3) :
 - Biens et activités existants [...]
 - Biens et activités futurs ou temporaires :
 - Pour tout aménagement nouveau, on s'attardera, outre la nécessité de ne pas aggraver ne pas en provoquer de nouveaux, à limiter au maximum les remblais dans les zones inondables, l'objectif étant de conserver au maximum les capacités d'écoulement et d'expansion ; il pourra être envisagé de mettre en place des mesures compensatoires.
 - [...] Les constructions nouvelles ou extensions, visées à l'article 2.1.2, devront se conformer aux prescriptions suivantes :

- De la même manière qu'en zone rouge (Ri), les clôtures, cultures, plantations, hangars agricoles et espaces verts et de jeux s'effectueront sans remblaiement préalable,
- Le CES applicable en zone bleue Bi devra être inférieur à 0,3
- Pour les constructions nouvelles édifiées sur remblai, le calcul du CES portera sur la totalité des bâtiments et remblais,
- Le premier plancher utilisable, édifié sur remblais, sur pilotis ou sur vide sanitaire ouvert, devra être situé à un niveau supérieur à la cote de référence (sauf aménagement de type hangar agricole ouvert)
- Toutes les ouvertures de bâtiments doivent être placées au-dessus de la cote de référence (sauf aménagement de type hangar agricole ouvert)
- Les constructions doivent être fondées dans le sol de manière à résister aux affouillements, tassements ou érosions localisées,
- Les dispositifs de mesures nécessaires pour que les constructions et ouvrages résistent aux forces dynamiques et statiques engendrées par la crue de référence devront être prises, et tous les matériaux employés sous la cote de référence soient de nature à résister aux dégradations par immersion,
- Toutes les dispositions doivent être prises pour éviter que l'eau ne remonte dans les murs des bâtiments par capillarité,
- Les réseaux et équipements électriques, électroniques, micro-mécaniques et les installations de chauffage, à l'exception de ceux conçus pour être immergés, doivent être placés au-dessus de cette cote de référence,
- Les installations d'assainissement doivent être réalisées de sorte qu'elles n'occasionnent ni ne subissent de dommages lors des crues, notamment par remontée des effluents,
- Tous les produits matériels, matériaux, cheptels, récoltes, mobilier et équipements extérieurs des espaces publics ou privés, doivent être :
 - Soit placés hors de la cote de référence,
 - Soit déplacés hors de portée des eaux lors des crues,
 - Soit arrimés ou stockés de manière à ne pas être entraînés par les crues, à ne pas polluer les eaux, à ne pas subir ne pas occasionner de dégradations.

Les côtes de références sont détaillées au sein du tableau en page 8 du règlement cité précédemment.

Le plan de zonage du PPRN permet de situer le projet entre les points kilométriques (P.K.) 16,500 et 17,000. Ceci correspond à une cote de référence de crue centennale entre 175,75 (le plus à l'Ouest) et 176,05 (le plus à l'Est).

L'ensemble de ces dispositions sont prises en compte au sein du présent projet.

2.3 SITE BASOL



 Sites pollués BASOL, coordonnées xy

Figure 4 : Emplacement du site vis-à-vis du site BASOL « PHILIPS »

La fiche BASOL « PHILIPS » est disponible en annexe 7e.

L'arrêté préfectoral de cessation d'activité définitive du site PHILIPS et le procès-verbal de récolement joint, stipulant de la bonne exécution des travaux de dépollution, sont disponibles en annexe 7f et 7g.

2.4 NATURA 2000



Figure 5 : Emplacement du site vis-à-vis de la zone NATURA 2000 « Pelouses, milieux alluviaux et aquatiques de l'île de Miribel-Jonage »

Le site se trouve à proximité directe de la zone NATURA 2000 Directive « Habitats, faune, flore », FR8201785 – Pelouses, milieux alluviaux et aquatiques de l'île de Miribel-Jonage, dont la fiche est disponible en annexe 7h.

La superficie totale de cette zone NATURA 2000 est de 2 849 ha et recouvre l'entièreté de l'île de Miribel-Jonage ainsi que le canal de Miribel se trouvant au Sud du site entre les départements de l'Ain (01) et du Rhône (69).



www.setec.fr

Paris

Immeuble Central Seine
42-52 quai de la Rapée
CS 71230
75583 PARIS CEDEX 12
FRANCE

Tél +33 1 82 51 55 55

Lille

2 rue du Priez
59000 LILLE
FRANCE

Tél +33 3 28 38 17 87

Lyon

Immeuble le Crystallin
191-193 cours Lafayette
CS 20087
69458 LYON CEDEX 06
FRANCE

Tél +33 4 27 85 49 56

Nantes

L'Acropole
1 allée Baco
44000 NANTES
FRANCE

Tél +33 2 44 76 63 30

Siège social : Immeuble Central Seine 42-52 quai de la Rapée 75583 PARIS CEDEX 12 – SAS au capital de 177 080 € - RCS PARIS 330 727 264 – TVA FR 38330727264